



La relance de l'industrie passe par une mobilisation nationale

Depuis plusieurs années, la Fédération de la Métallurgie CGT revendique une politique de développement industriel et de l'emploi, par filières industrielles et à partir des atouts existants au niveau des territoires.

Au nom de la compétitivité des entreprises par l'amélioration des marges de rentabilité, les orientations politiques du gouvernement, enfermées sur «l'offre» aux entreprises, favorisent la désindustrialisation du pays qui s'est nettement accélérée ces dix dernières années. **Seuls les niveaux des dividendes et du chômage progressent !** C'est une politique de ré-industrialisation par le développement de la production en lien avec la recherche en France que porte la CGT pour relancer la croissance et l'emploi. Il ne peut y avoir de progrès social et environnemental sans une industrie dynamique, **répondant aux besoins des populations et du pays.**

Ce qu'il nous faut, c'est un autre modèle de production, basé sur un socle social fort, c'est à dire de progrès social, de création d'emploi, de formation et de reconnaissance des qualifications par de meilleurs salaires.

Les enjeux de démographie, avec des départs massifs en retraite, exigent un plan de renouvellement des savoir-faire, des collectifs de travail.

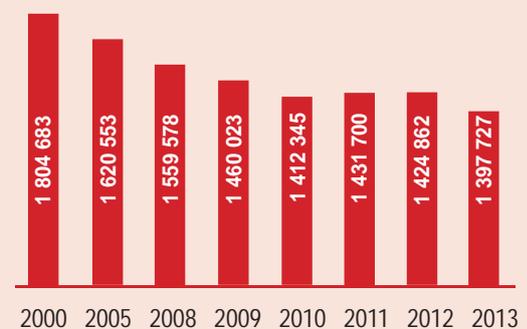
Les enjeux d'accès aux énergies et aux matières premières, mais aussi de réduction des émissions de CO2, nécessitent plus de capacité et d'amélioration industrielle.

Le rôle d'un état stratège ne peut se limiter à subventionner les entreprises pour augmenter leurs marges et celle des dividendes.

Redonner une place conséquente à l'industrie dans l'économie et le social, par la réponse aux besoins et non par la financiarisation, est un choix politique.

La FTM CGT est engagée avec les syndicats, dans cette campagne, recherchant à créer les conditions de convergences entre les structures de la CGT, les Fédérations, les Comités Régionaux pour porter des projets alternatifs. **Une très large mobilisation des salariés est nécessaire pour y parvenir.**

Evolution des effectifs dans la métallurgie



Il est urgent d'inverser la courbe de l'emploi dans la métallurgie.

L'industrie, en France, décline fortement depuis le début des années 80. Elle a perdu notamment 750 000 emplois ces 10 dernières années, dont 400 000 emplois depuis 2009. La métallurgie, qui représente autour de 50% de l'industrie, n'a pas été épargnée : 200 000 suppressions d'emplois ces 4 dernières années ! Aujourd'hui, il reste environ 2,7 millions de salariés dans l'industrie, dont 1,4 million dans la métallurgie (emplois directs).

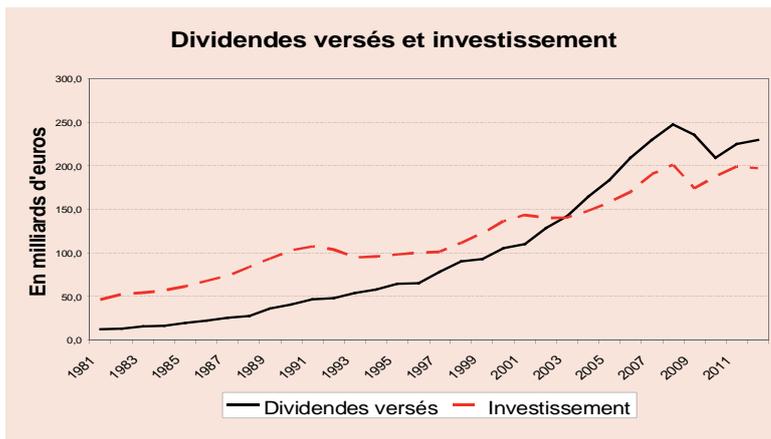
Chaque année, d'ici 2020, plus de 30 000 salariés de la métallurgie partiront en retraite et 120 000 intérimaires sont présents dans nos entreprises.

Ainsi le 1^{er} acte pour l'emploi, les compétences et les collectifs de travail, passe par l'intégration en CDI des intérimaires et le remplacement de chaque départ en retraite par une embauche. Le 2nd acte passe par la relance de l'apprentissage en lien avec l'éducation nationale dans l'ensemble des métiers de la métallurgie production comprise. De ce point de vue il est nécessaire de rouvrir des filières métiers (lycées professionnels, CFA...).

Compétitivité ou efficacité sociale et économique des entreprises ?

Le patronat mais aussi le gouvernement en place tiennent exactement le même langage : «c'est la perte de «compétitivité» qui participe au déclin de notre industrie.»

Les salariés dans les entreprises et plus largement les citoyens devant le journal télévisé sont matraqués avec cette idée.



Pour le patronat, compétitivité rime surtout avec marges et des profits perpétuellement plus élevés. Mais ces marges, la CGT le démontre avec sa campagne nationale sur le «coût du capital» : (http://www.ftm.cgt.fr/administration/documents/livretcoutducapital_ftmcgt.pdf), plus elles augmentent, plus elles vont remplir les poches des actionnaires et les charges d'intérêt. Cette offensive pour réduire le soi-disant «coût du travail» n'est en réalité qu'une supercherie. **Le travail n'est pas un coût mais une richesse => l'entreprise c'est avant tout les salariés qui la font vivre.**

Pour la CGT, l'efficacité, dans un monde concurrentiel, c'est d'abord pouvoir effectuer correctement son travail, avec des moyens humains et techniques adéquats, dans un environnement de travail épanouissant. Or les

attaques que nous subissons via les suppressions d'emplois et la pression sur les salaires (au titre de la compétitivité, comme ils disent ...) entraînent au contraire un mal travail, un mal être au travail, des sous effectifs chroniques. C'est particulièrement vrai dans l'industrie et nos métiers de la métallurgie, avec des organisations du travail qui détruisent les femmes et les hommes de la profession et génèrent des gâchis (rebus, dégradation de la qualité, retards...)

Pour la CGT, les causes de la désindustrialisation en France proviennent de la financiarisation :

- Délocalisations dans un cadre de dumping social, fiscal, environnemental. Les groupes tentent d'échapper à leurs obligations sociales pour faire exploser leurs bénéfices (exemples flagrants : branches automobile et électroménager.)
- Détournement des résultats de l'entreprise vers la rémunération du Capital, au détriment :
 - Des investissements productifs (machines, maintenance, ...)
 - De la Recherche/développement (procédés de fabrication, nouveaux produits,...)
 - Du renouvellement des compétences (gains de productivité sur le dos des départs en retraite, avec parallèlement une explosion de la précarité).

Les causes de la désindustrialisation en France proviennent aussi de choix politiques et économiques :

- Politiques d'austérité, avec une forte baisse de la commande publique et une pressurisation des salaires, entraînant une véritable récession économique et sociale.
- Un état qui considère que la France n'a plus vocation à produire sur son territoire.
- Un Etat qui accompagne les entreprises face à ces dérives (ArcelorMittal, PSA/ Dong Feng, Alstom/ General Electric, Atos/ Bull) alors même que des filières stratégiques sont menacées (sidérurgie, automobile, navale, ferroviaire, électroménager, énergie...),
- Un Etat qui refuse parallèlement de renforcer les droits d'intervention des salariés, alors qu'ils sont paradoxalement les acteurs principaux de l'entreprise

Pour la CGT les 34 projets d'avenir ne font pas une véritable politique industrielle

A l'automne 2013, François Hollande et son ministre du «Redressement Productif» ont organisé un grand show pour présenter leur «nouvelle France Industrielle», en énumérant 34 projets industriels dits d'«avenir». Parmi eux, le satellite à propulsion électrique, l'usine «du futur», les tissus intelligents, la jambe bionique, l'aéronef «du futur», le TGV du futur ...

Bref, de nombreux projets de «niches» (très spécialisés et donc avec peu d'impacts en termes d'emplois), sans aucune garantie d'ailleurs que la fabrication elle-même (au-delà de la simple conception) soit effectuée en France, ni d'annonces significatives en termes d'emplois induits. Cerise sur le gâteau : 12 milliards d'euros du contribuable alloués à ces projets de la «France Industrielle», sans exigences claires en contrepartie. Aucune proposition notoire pour consolider les filières traditionnelles qui font l'ossature de notre industrie !

Les salariés, avec la CGT, amènent pourtant des alternatives crédibles :

La Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT (site ftm-cgt.fr) a développé ces dernières années des dossiers par filière industrielle, avec une véritable analyse et nos propositions que nous portons pour leur développement pérenne. Ce travail a été mené sur les filières automobile, aéronautique, navale, sidérurgie, télécom, électroménager, ...

La CGT, force de proposition :

Les salariés, dans les entreprises, doivent intervenir avec leurs organisations syndicales sur les stratégies menées. La CGT, dans un travail de collaboration étroite entre toutes ses fédérations de l'industrie, a décidé de mener une large campagne, dans les territoires et au niveau national, pour afficher les potentiels de chaque filière, mais aussi pour mettre en lumière les projets ou contre projets industriels qu'elle porte avec les salariés. A titre d'exemple, voici quelques projets phares :

- **STEP** (Station de Transfert d'Énergie par Pompage): Avec les syndicats d'EDF, bataille pour le développement sur le site en Corrèze, pour produire de l'énergie à partir d'un barrage et d'un système de pompage, permettant la production d'électricité en fonction de la consommation. (énergie stockée).
- **Constructions de filières** dans les Eoliennes, Hydroliennes et panneaux photovoltaïques
- **Fret en zones urbaines** : Elaboration d'un plan de développement du fret autour d'un mix ferroviaire/routier. Réduire le transport par route par le développement de gares de triages et du développement du wagon isolé. Coopération autour des métropoles (Paris, Lyon, Marseille) avec la fédération du transport et des cheminots.
- **Automobile** : Lancement d'un véhicule «populaire» et non «low-cost» par Renault et PSA.
- **Navale** : Les besoins futurs sont importants. C'est l'occasion de remettre à l'ordre du jour une industrie navale, dynamique répondant aux besoins multiples, en lien avec le développement technologique. Travailler étroitement entre syndicats des chantiers et ceux des compagnies Ferry, EDF, GDF, Telecom etc.
- **Matériel roulant de maintenance ferroviaire** : A partir du projet engagé avec les cheminots, développer une bataille pour relancer la production et l'emploi sur le site de Brive, et Renault Trucks à Limoges.
- **Sidérurgie/récupération** : Réinvestir dans une aciérie électrique à Gandrange en complémentarité avec la filière ferraille.



Reconquête industrielle :

48% des produits manufacturés sont importés. Si on relocalisait la production pour répondre aux besoins, ne serait-ce qu'un tiers de ces produits, ce serait des centaines des milliers d'emplois recréés dans le pays :

- produire 200 000 voitures de plus en France générerait 50 000 emplois supplémentaires.
- 8 millions de téléviseurs, des millions de smartphones et tablettes sont vendus chaque année, combien d'emplois pourraient être créés ne serait-ce qu'en relocalisant 1/3 de cette production ?

Avec la CGT, la mobilisation des salariés paye

Plusieurs alternatives soutenues ces derniers mois par la CGT ont abouti parce qu'elles ont été portées par une mobilisation exemplaire des salariés et de la population.

Thalès : en 2011 le groupe annonce son intention de se séparer de son activité imagerie médicale. Après 2 ans de luttes ponctuées par des initiatives publiques et fondées sur les besoins des hôpitaux, les salariés avec la CGT viennent de gagner la relance de cette activité dans le groupe.

Reprise du **chantier naval brestois (Sobrena)** : La mise en liquidation judiciaire à l'automne 2011 de la Sobrena, devait sonner le glas de l'entreprise de réparation navale brestoise. Boudés par les médias nationaux, les salariés, avec les syndicats CGT et CFE-CGC, ont sensibilisé l'opinion publique bretonne, pour garder une activité de réparation navale sur le site de Brest en organisant des manifestations et en rassemblant notamment plus de 23 000 signatures parmi la population en quelques semaines seulement. Après 6 mois de lutte, la Sobrena de Brest a été rachetée par le groupe hollandais Damen, avec l'aval des syndicats et des salariés.

Ces luttes locales démontrent toute la capacité des salariés d'intervenir dans la stratégie des groupes et de démontrer y compris aux pouvoirs publics que d'autres solutions que fermetures ou restructurations sont possibles, en prenant appui sur les besoins des populations.

Avec cette campagne sur les alternatives industrielles, dans laquelle toute la CGT est engagée, l'objectif est de mobiliser très largement les salariés de l'industrie pour réussir à inverser cette spirale infernale de la désindustrialisation. La CGT pose dans cette bataille pour l'industrie 5 grandes revendications :

1. Revalorisation du travail et des qualifications, avec un smic à 1700 euros et un relèvement correspondant des grilles salariales.
2. Accroissement de l'effort Recherche/développement.
3. Un développement industriel respectueux de l'environnement (économies d'énergie, retraitement du CO2, économie circulaire, développement d'un mix énergétique, ...).
4. La création d'un pôle public de financement pour permettre le financement à long terme des entreprises, notamment les TPE/PME.
5. De nouveaux droits pour les salariés (droit de veto sur les restructurations, comités interentreprises réunissant donneurs d'ordre et sous-traitants, participation aux conseils d'administrations, ...).

Dans les prochaines semaines, la CGT va organiser des initiatives pour le développement d'une nouvelle politique industrielle avec la perspective d'un temps fort au niveau national. Pour la reconquête d'emplois productifs, pour l'avenir de nos territoires, pour l'avenir des jeunes, la mobilisation des salariés est incontournable.



La Fédération a édité un livret Industrie qui reprend l'ensemble de nos analyses et propositions.

